



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA  
A FIN JUILLET 2018**

Octobre 2018





**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

**A FIN JUILLET 2018**

---

**OCTOBRE 2018**



---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>6</b>
1.1 Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
<b>II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>11</b>
2.1. - Production de biens et services	11
2.2 - Inflation	14
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>15</b>
3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	15
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	15
3.3. Liquidité bancaire	16
3.4 Situation monétaire	17
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>20</b>
4.1 Marché boursier de l'UEMOA	20
4.2 Marché des titres de la dette publique	20
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>22</b>
5.1. Environnement international	22
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	24
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	26
5.4. Perspectives d'inflation	26
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>27</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Evolution récente

Au cours du mois de juillet 2018, l'environnement international dans lequel ont évolué les économies de l'Union a été marqué par la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique dans les principaux pays avancés, notamment aux Etats-Unis. Dans les pays émergents et en zone euro, les signes du ralentissement de la croissance économique se sont renforcés.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception des banques centrales du Royaume-Uni, de l'Inde et de la Chine, qui ont respectivement relevé leurs taux directeurs et mené quelques actions sur le marché des changes.

Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont enregistré des évolutions à la baisse, à l'exception de ceux du pétrole et de l'huile de palme. Les replis les plus importants concernent la noix de cajou, l'huile de palme, le caoutchouc, le coton, le café robusta et le cacao. Quant aux cours des produits alimentaires, ils se sont repliés, hormis ceux du riz.

Les marchés financiers sont affectés par les tensions commerciales, les risques politiques, la bonne tenue de l'activité économique mondiale et la divergence des actions de politique monétaire des banques centrales des principaux pays avancés. A cet effet, les marchés boursiers ont connu des évolutions contrastées. Les bourses américaine et européenne ont augmenté, alors que celles des autres pays avancés ont baissé. Au niveau des marchés des changes, la monnaie européenne s'est renforcée par rapport au dollar des Etats-Unis, au yen japonais, au franc suisse et à la livre sterling. Sur le marché ouest africain, le franc CFA s'est apprécié par rapport à la plupart des monnaies de la sous-région. Les hausses les plus significatives ont été enregistrées vis-à-vis du dollar libérien, du cedi ghanéen, du leone sierra-léonais et du dalasi gambien.

Au niveau des pays de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent un net recul du rythme de progression de l'activité économique en juillet 2018. En effet, du côté de l'offre, la production industrielle a baissé. Il en est de même des activités de bâtiments et travaux publics (BTP) ainsi que de prestation de services. Quant à la demande, elle est également en repli, avec la baisse des dépenses de consommation courante et d'équipement. Par rapport à la même période de 2017, le rythme de progression de l'activité économique est en baisse, à l'exception des BTP et des services financiers où un regain de dynamisme a été noté.

Du côté des prix à la consommation, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,8% à fin juillet 2018, après +0,6% le mois précédent. L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix est imprimée essentiellement par la composante « Alimentaire », en ligne avec la remontée des prix des céréales non transformées dans les pays sahéliens, notamment au Burkina, au Mali et au Niger. Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti, en

---

glissement annuel, à 1,0% à fin juillet 2018 contre une réalisation de 0,8% à fin juin 2018.

Les conditions financières dans l'UEMOA ont poursuivi leur détente au cours du mois sous revue, avec des taux sur les marchés monétaire et interbancaire en baisse. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré et le taux marginal des opérations d'appels d'offres à une semaine sont ressortis respectivement à 3,30% et 2,50%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 4,61%, en repli de 21,3 points de base en un mois. Les taux débiteurs appliqués par les banques aux opérateurs économiques ont également suivi le mouvement baissier, passant de 6,87% à 6,84%. Le repli est principalement localisé au niveau des crédits d'exportation, d'équipement et de consommation.

La liquidité propre des banques s'est dégradée de 161,6 milliards, en liaison avec les flux nets des transferts externes (-407,4 milliards) et les opérations avec les Etats (-163,6 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin juillet 2018, comparée à celle prévalant une année plus tôt, est caractérisée par une progression de la masse monétaire (+8,0%), portée essentiellement par l'accroissement des actifs extérieurs nets (AEN) (+39,1%). En effet, les AEN des institutions de dépôts de l'Union se sont renforcés, en liaison avec la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards.

## **2- Perspectives**

Au plan de l'environnement externe et pour le reste de l'année 2018, il est attendu la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Sur le troisième trimestre 2018, l'activité économique demeurerait soutenue. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse aux États-Unis et au Royaume-Uni. Par contre, en zone euro et dans les pays émergents, le ralentissement de l'activité économique se poursuit.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du cacao et de l'huile de palme augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient. La hausse des prix du pétrole serait imputable à la baisse de l'offre et à la fermeté de la demande. Pour ce qui concerne les produits importés, les prix du blé et du maïs augmenteraient, en réaction à la détérioration des perspectives agricoles dans l'Union Européenne et en Russie.

Dans les pays de l'UEMOA, au titre du mois d'août 2018, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur dynamisme. Les économies de l'Union bénéficieront du renforcement de la demande intérieure et des perspectives favorables de la campagne agricole, notamment dans les pays côtiers. Des conditions financières favorables sur les marchés financiers internationaux et au plan régional faciliteraient également la conduite des affaires.

---

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin juillet 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir un accroissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,9% au troisième trimestre 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité au troisième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière attendue au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger. La bonne tenue de la fourniture d'énergie au Bénin et au Burkina ainsi que de la demande intérieure dans tous les pays, à l'exception du Bénin et de la Guinée-Bissau, renforcerait cette tendance haussière. Toutefois, le repli de l'activité extractive, notamment de production d'uranium et d'or, a exercé un effet modérateur. Sur l'ensemble de l'année 2018, le rythme d'expansion de l'économie s'établirait à 6,8%, en net accroissement par rapport aux réalisations de 2017 (+6,7%).

La masse monétaire de l'Union se situerait à 25.828,3 milliards à fin août 2018 contre 23.967,2 milliards un an plus tôt. La hausse de 1.861,1 milliards (ou +7,8%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.612,9 milliards (+6,3%) des créances intérieures attendues à 27.245,0 milliards et des AEN (+963,1 milliards ou +20,7%).

Les prévisions d'inflation font ressortir un léger accroissement du rythme de progression des prix en août 2018 (+0,9% contre 0,8% en juillet 2018). En septembre 2018, les prix évolueraient de 1,0%, en glissement annuel. La hausse du taux d'inflation serait imputable à celle des prix des produits alimentaires, des services de restaurants et hôtels ainsi que de services de logement et articles d'habillement. Les poches de sécheresse notées au Sénégal durant la campagne en cours et les perturbations des échanges commerciaux entre le Niger et le Bénin, à la suite de l'effondrement du principal pont de transit, renforceraient la tendance haussière des prix à la consommation. Sur la base des réalisations des sept premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.



---

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

Les tensions protectionnistes n'ont pas entamé la bonne tenue de l'activité économique mondiale durant le mois de juillet 2018. L'économie américaine continue d'être soutenue par la réforme fiscale, avec un regain de dynamisme des dépenses de consommation et d'investissement, ainsi que la montée en puissance des achats de l'administration publique. En zone euro, les indicateurs conjoncturels indiquent une reprise de la croissance économique, sous l'effet d'une demande intérieure vigoureuse. La demande intérieure est soutenue par la solidité du marché du travail, des conditions de financement favorables et une politique budgétaire expansive. L'affaiblissement de la demande extérieure a exercé un effet modérateur.

Au niveau des pays émergents, l'économie chinoise montre des signes de ralentissement, avec une croissance des dépenses d'investissement au plus bas depuis 1996 et une demande intérieure faible, dans un contexte d'escalade de la guerre commerciale avec les Etats-Unis. En effet, l'investissement en actifs immobilisés a augmenté de 5,5%, au cours des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2017, son rythme le plus faible depuis le début de l'année 1996. Les ventes au détail de juillet 2018 ont également augmenté à un bas rythme, progressant de 8,8% par rapport à juillet 2017, après +9,0% le mois précédent.

### 1.2. Actions des banques centrales

***La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception des banques centrales du Royaume-Uni, de l'Inde et de la Chine, qui ont respectivement relevé leurs taux directeurs et mené quelques actions sur le marché des changes.***

La Réserve fédérale américaine (FED) a, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire (CPM) du 31 juillet au 01 août 2018, laissé ses taux inchangés dans la fourchette cible de 1,75% à 2%. La FED a signalé que sa politique monétaire resterait accommodante pour soutenir la vigueur du marché du travail et le retour durable de l'inflation à 2%. Les membres du Comité de politique monétaire s'attendent à ce que les futures hausses graduelles de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux soient compatibles avec une expansion soutenue de l'activité économique, de bonnes conditions du marché du travail et une inflation proche de l'objectif de 2% à moyen terme.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu, le jeudi 26 juillet 2018, sa politique monétaire inchangée. Elle a confirmé son intention de mettre un terme à son programme d'assouplissement quantitatif (QE) à la fin de l'année 2018 et de laisser ses taux directeurs à leurs bas niveaux actuels au moins jusqu'à l'été 2019 ou que l'incertitude entourant les perspectives d'inflation dans la zone euro s'estompe. De façon opérationnelle, la BCE réduira après septembre 2018 le rythme mensuel de ses achats nets d'actifs à 15 milliards d'euros jusqu'à fin décembre 2018, date à laquelle ces achats arriveront à terme.

De son côté, la Banque d'Angleterre a décidé, lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> août 2018, de relever son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, à 0,75%, ses programmes d'achats

---

d'obligations d'entreprises non financières et du gouvernement britannique restant inchangés à respectivement 10 milliards et 435 milliards de livres sterling.

Au niveau des pays émergents, la Banque de Réserve de l'Inde a relevé, le 1<sup>er</sup> août 2018, son taux directeur de 25 points de base, à 6,5%. Cette décision est intervenue dans un contexte de la vigueur de la croissance de la demande intérieure, de la montée des tensions commerciales et du taux d'inflation qui a franchi le seuil de 5%, tiré par la hausse des prix du pétrole, alors que l'objectif de la Banque est de 4%. La Banque populaire de Chine (BPoC) a baissé, le 12 juillet 2018, le taux du yuan de 0,73% face au dollar sur fond d'un nouveau regain de tension avec Washington dans leur affrontement commercial. Le taux de change a été fixé à 6,6726 yuans pour un dollar. Auparavant, la BPoC est intervenue pour arrêter la chute de sa monnaie, qui a reculé de près de 4% depuis la mi-juin 2018 par rapport au dollar.

Dans la sous-région, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a, à l'issue de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 23 juillet 2018, maintenu inchangée sa politique monétaire. La BoG estime que les perspectives de croissance du pays pourraient être affectées par les tensions commerciales croissantes entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'une réorientation à la baisse des cours des matières premières. En outre, un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine aurait des répercussions négatives sur les flux de capitaux et les monnaies des économies émergentes. Le statu quo opté par la BoG lui permet d'observer l'impact de la conjoncture internationale sur l'économie ghanéenne. Quant à la Banque Centrale du Nigeria (CBN), elle a, au cours de sa réunion du 24 juillet 2018, laissé inchangé son taux directeur à 14,0%. Pour la CBN, un assouplissement monétaire, visant à stimuler la demande intérieure, entraînerait des pressions inflationnistes et une dépréciation de la monnaie, en liaison avec les anticipations d'un surplus de liquidité dans l'économie. À cet effet, elle adopte une attitude prudente, en surveillant l'impact des dépenses budgétaires et des décaissements liés aux élections sur l'activité économique et l'inflation.

Au niveau de l'Afrique centrale, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a, lors de son Comité de politique monétaire du 25 juillet 2018, maintenu inchangés les taux d'intérêt des appels d'offres (2,95%), de pénalité aux banques (7,0%) et de rémunération des réserves obligatoires (0,05%). En outre, la BEAC a décidé de la suppression des taux des avances aux Trésors Nationaux, en cohérence avec les nouvelles dispositions statutaires. Enfin, la BEAC a, dans le but du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, mis en place un corridor autour du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) entre une facilité marginale de prêt à un taux de 4,70 %, en remplacement du taux des prises en pension (TIPP), et une facilité de dépôts à un taux de 0,0 %, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

### **1.3 – Marchés des matières premières**

***Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions à la baisse, ainsi que les produits alimentaires importés. Les cours des produits énergétiques poursuivent leur tendance haussière.***

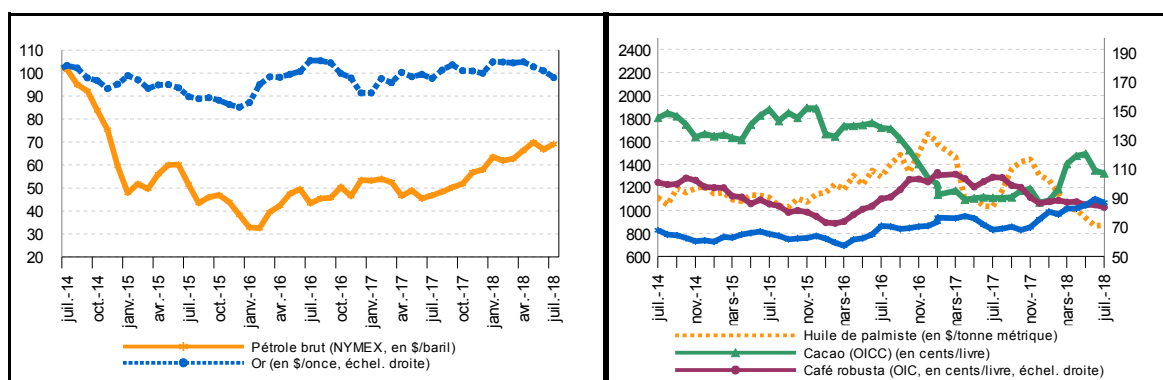
La plupart des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA ont connu une

baisse de leurs cours en juillet 2018, à l'exception du pétrole (+3,4%) et de l'huile de palmiste (+0,8%). Les replis les plus importants concernent la noix de cajou (-7,4%), l'huile de palme (-6,5%), le caoutchouc (-4,5%), le coton (-2,8%), le café robusta (-1,9%) et le cacao (-1,8%).

Les prix de l'huile de palmiste ont été affaiblis par l'atonie de la demande, en raison de la hausse des droits d'importation et du niveau élevé des stocks de la Chine. Les cours du caoutchouc ont pâti de l'accumulation des stocks dans les principaux pays importateurs, notamment en Chine, ainsi qu'aux craintes d'un ralentissement de la croissance dans ce pays, premier consommateur mondial du caoutchouc. Les prix du coton sont affectés par l'accroissement des stocks mondiaux et les inquiétudes qui pèsent sur la demande mondiale, en liaison avec les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, deux acteurs majeurs du marché mondial. Les cours du café pâtissent des bonnes perspectives de production mondiale au Brésil et au Vietnam, les deux premiers producteurs mondiaux, combinées à l'atonie de la demande. Les prix du cacao sont affectés par les bonnes perspectives de la production mondiale, en liaison avec les conditions météorologiques favorables dans les principales zones de production d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire et Ghana).

En revanche, les cours du pétrole ont augmenté, en liaison avec la hausse des achats de couverture, la baisse des approvisionnements des marchés, imputable à la suspension temporaire des exportations de pétrole de l'Arabie Saoudite par la mer rouge, après des attaques de ses cargaisons, ainsi que le repli de la production américaine. L'annonce faite, en fin juin, par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en vue d'accroître son offre a exercé un effet modérateur. Les prix de l'huile de palmiste sont soutenus par la hausse des achats en provenance de l'Inde, premier importateur mondial d'huile végétale.

**Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)**

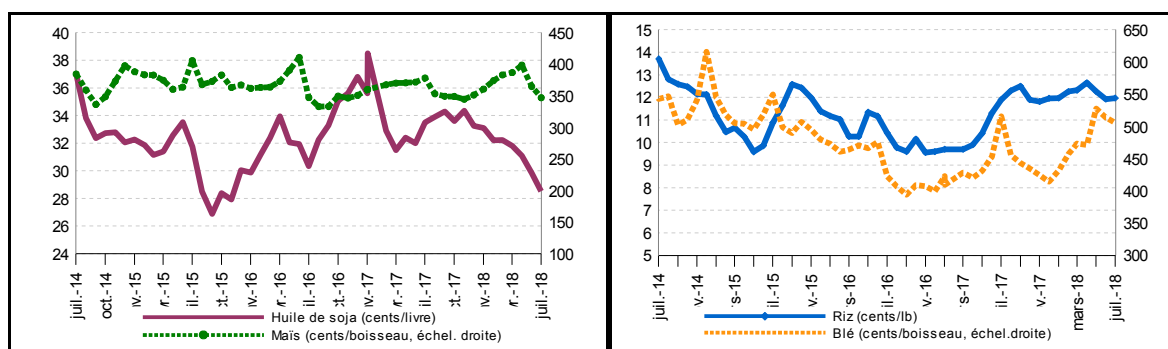


Sources : Reuters, calculs BCEAO

**Les prix des principaux produits importés ont baissé, hormis ceux du riz (+0,4%)**

Les prix du maïs (-4,9%) et de l'huile de soja (-4,4%) ont été tirés à la baisse par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires, avec comme corollaire des sanctions chinoises sur les importations de soja américain, ainsi que les perspectives favorables des récoltes américaines. Les cours du blé (-1,6%) ont également été affectés par l'abondance de la production, notamment russe, ainsi que le conflit commercial engagé par les Etats-Unis. En revanche, le riz (+0,4%) s'est renchéri, conforté par la hausse de la demande en provenance des pays asiatiques.

**Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

## 1.4 - Marchés financiers mondiaux

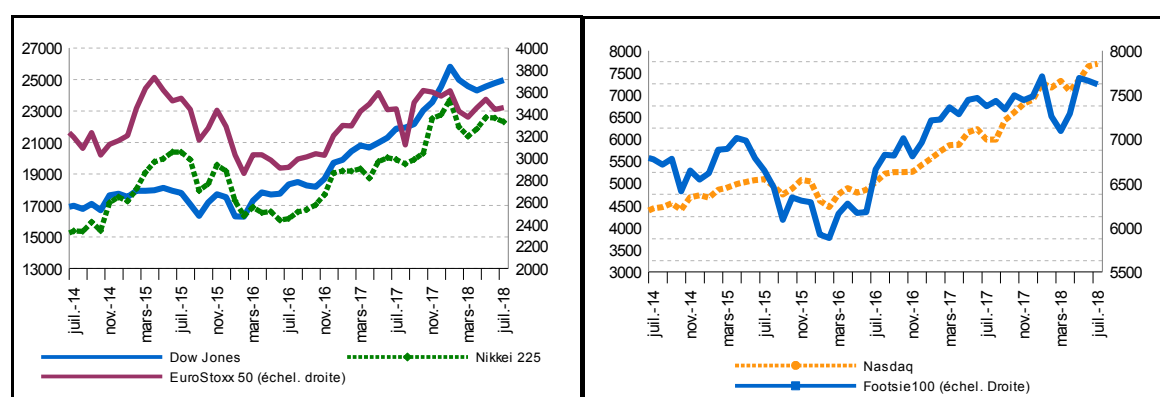
**Les tensions commerciales, les risques politiques, la bonne tenue de l'activité économique mondiale et la divergence des actions de politique monétaire des principales banques centrales des pays avancés continuent d'impacter les marchés financiers internationaux, les places boursières et le marché des changes.**

### 1.4.1. Les places boursières

Les principaux marchés boursiers ont enregistré des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par le durcissement du conflit commercial entre les Etats-Unis et ses partenaires, dont les actions engagées pourraient nuire le commerce international, ainsi que les bons résultats trimestriels des entreprises cotées et l'optimisme sur la bonne dynamique de la croissance mondiale. A ces facteurs s'ajoute la divergence des actions de politique monétaire, avec la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre qui poursuivent la hausse de leurs taux directeurs.

Ainsi, les indices Dow Jones de la bourse de New York et Euro Stoxx 50 de la zone euro ont progressé respectivement de 0,8% et 0,5%, tandis que le Nikkei 225 de la bourse du Japon (-1,1%) et le Footsie du Royaume-Uni (-0,5%) se sont contractés.

**Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)**

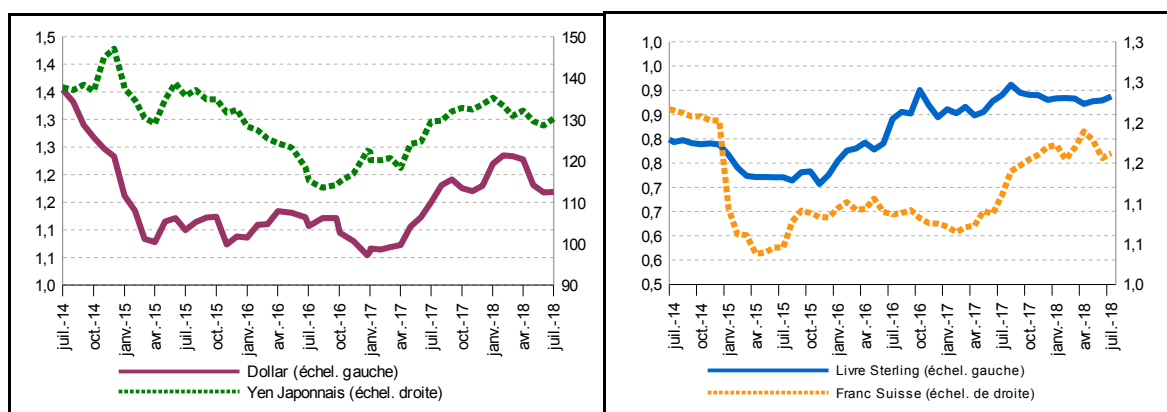


Sources : Reuters, calculs BCEAO

### 1.4.3. Les taux de change

La monnaie européenne s'est renforcée par rapport à la plupart des devises des pays avancés, en l'occurrence le yen japonais (+1,3%), la livre sterling (+1,0%), le franc suisse (+0,5%) et le dollar américain (+0,1%). Le yen est à la peine avec des rendements défavorables des entreprises. L'incertitude sur l'orientation de la politique monétaire de la Banque du Japon a accentué la tendance baissière de la monnaie nipponne. L'intensification de la crise au sein du Gouvernement britannique et les incertitudes relativement au Brexit ont pesé sur le cours de la livre sterling. La hausse de l'euro face au dollar est soutenue par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, avec l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane, et l'accroissement du taux de chômage aux Etats-Unis.

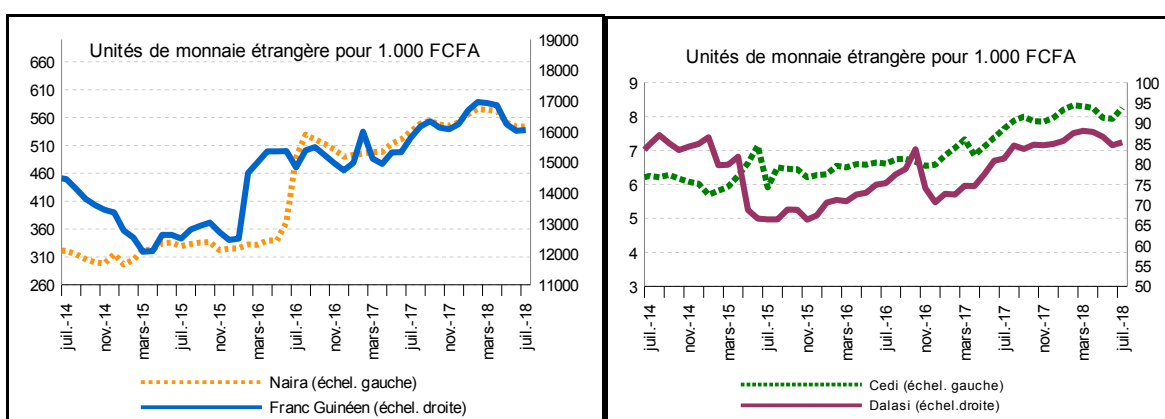
**Graphique 5 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché ouest africain, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est apprécié par rapport à la plupart des autres monnaies de la sous-région. En variation mensuelle, les hausses les plus significatives ont été enregistrées vis-à-vis du dollar libérien (+8,4%), du cedi ghanéen (+4,0%), du leone sierra-léonais (+2,2%) et du dalasi gambien (+0,9%).

**Graphique 6 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

## II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

*Les indicateurs récents de conjoncture indiquent un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA. En effet, du côté de l'offre, la production industrielle a baissé. Il en est de même des activités de bâtiments et travaux publics (BTP) ainsi que de prestation de services. Quant à la demande, elle est également en repli, avec la baisse des dépenses de consommation courante et d'équipement. Par rapport à la même période de 2017, le rythme de progression de l'activité économique est en recul, à l'exception des BTP et des services financiers où un regain de dynamisme a été noté.*

#### 2.1.1 - Production industrielle

La production industrielle, corrigée des variations saisonnières (CVS), s'est repliée d'un mois à l'autre (-4,1%), après une baisse de 2,2% le mois précédent. Cette situation traduit la baisse de la production au niveau de l'ensemble des composantes, manufacturière, extractive et énergie.

Le repli des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la baisse de la fabrication des produits alimentaires, des machines et appareils électriques, ainsi que de caoutchouc et matières plastiques. Le repli de la production des produits alimentaires et des machines et appareils électriques est localisé en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. La production de caoutchouc s'est affaiblie au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	juillet	juillet	déc.	juin	juillet	juin	juillet
Production des activités extractives	1,4	-0,6	-0,1	-1,7	-1,4	-0,4	-0,6
dont pétrole brut et gaz naturel	1,1	-0,6	-0,2	0,6	-1,3	0,2	0,1
Industries manufacturières	-0,2	-1,8	-4,5	-1,2	-2,2	3,4	1,8
dont produits alimentaires et boissons	-0,2	-2,1	-1,9	-1,2	-2,1	2,5	-1,1
textiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8
produits pétroliers raffinés	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
Electricité, eau et gaz	-0,1	0,2	-1,2	0,7	-0,5	-0,1	-0,3
<b>Indice Général</b>	<b>1,1</b>	<b>-2,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-4,1</b>	<b>2,9</b>	<b>1,0</b>

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

La regain de dynamisme de la production de pétrole raffiné, notamment au Sénégal, a exercé un effet modérateur sur le profil baissier de l'activité manufacturière.

Le repli des activités extractives est observé en Côte d'Ivoire (baisse de la production du pétrole brut et de l'or), au Burkina (recul de la production d'or) et au Togo (baisse de l'activité des autres minerais). La hausse de la production d'uranium au Niger ainsi que de minerais métalliques au Sénégal et au Mali a tempéré la tendance baissière du secteur.

L'affaiblissement de la production d'énergie est lié à la fourniture d'électricité, en raison de la baisse de celle-ci au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Sénégal et au Togo, atténuée par la hausse notée au Niger.

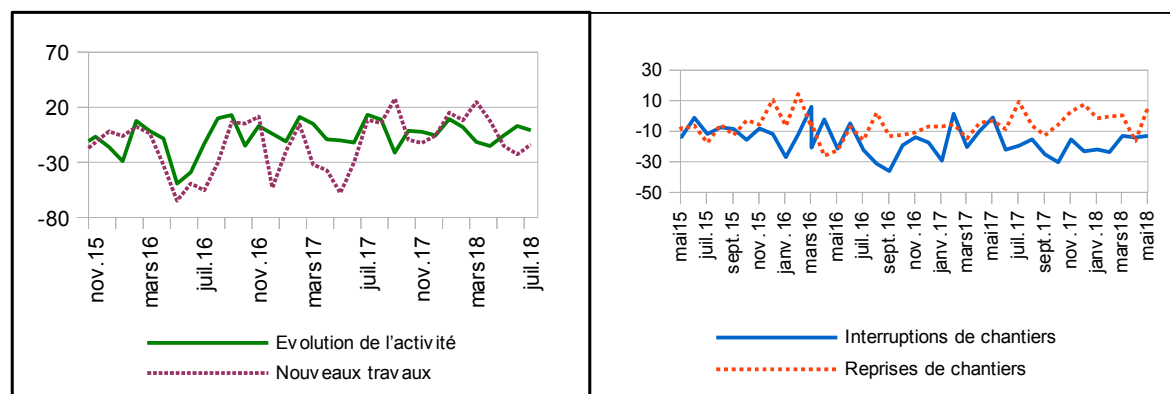
En glissement annuel, la production industrielle a nettement ralenti, passant d'une hausse de 2,9% en juin à 1,0% en juillet 2018, en liaison avec le repli des activités de fabrication des produits alimentaires, de caoutchouc et des articles d'habillement.

### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de juillet 2018, l'enquête sur l'opinion des chefs d'entreprise fait état d'un ralentissement de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). En effet, l'indicateur du climat des affaires dans le secteur des BTP est passé de 101,3 points en juin 2018 à 100,6 points en juillet 2018, en relation avec la baisse du niveau global de l'activité et des nouveaux travaux signés, ainsi que l'accroissement des coûts d'exploitation. Toutefois, le repli des interruptions de chantiers a atténué la tendance.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a augmenté dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et des travaux publics.

**Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a baissé de 1,8%, en variation mensuelle, en juillet 2018, après un recul de 2,6% enregistré un mois plus tôt. Le redressement de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à la hausse des ventes des articles de presse, librairie, papeterie et fournitures scolaires, des produits alimentaires et des pièces accessoires de véhicules automobiles et de motocycles. Cette tendance a été atténuée par la baisse des ventes des produits pétroliers et pharmaceutiques.

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	juillet	juillet	déc.	juin	juillet	juin	juillet
Produits de l'alimentation	-0,8	0,4	-0,9	-0,9	0,3	0,7	0,6
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,8	0,5	-0,9	-0,9	0,4	0,7	0,6
Equipement de la personne	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Equipement de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Automobiles, motocycles et pièces détachées	0,1	0,1	-0,8	-0,5	0,9	-0,1	0,8
dont véhicules automobiles neufs	0,1	-0,1	-1,0	0,4	0,3	0,0	0,3
Produits pétroliers	0,3	-1,1	4,1	1,0	-2,4	6,5	4,9
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,4	0,2	0,2	-0,1	-1,0	1,2	-0,1
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0,2	0,1	0,2	-0,1	-0,9	1,2	0,1
Produits divers	-0,6	0,6	-0,8	-2,0	0,4	-0,2	-0,4
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>-2,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>8,1</b>	<b>5,8</b>

Source : BCEAO

En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires a ralenti, passant de 8,1% en juin 2018 à 5,8% en juillet 2018. Cette situation est attribuable essentiellement au recul de la cadence des ventes des produits pétroliers, pharmaceutiques et alimentaires.

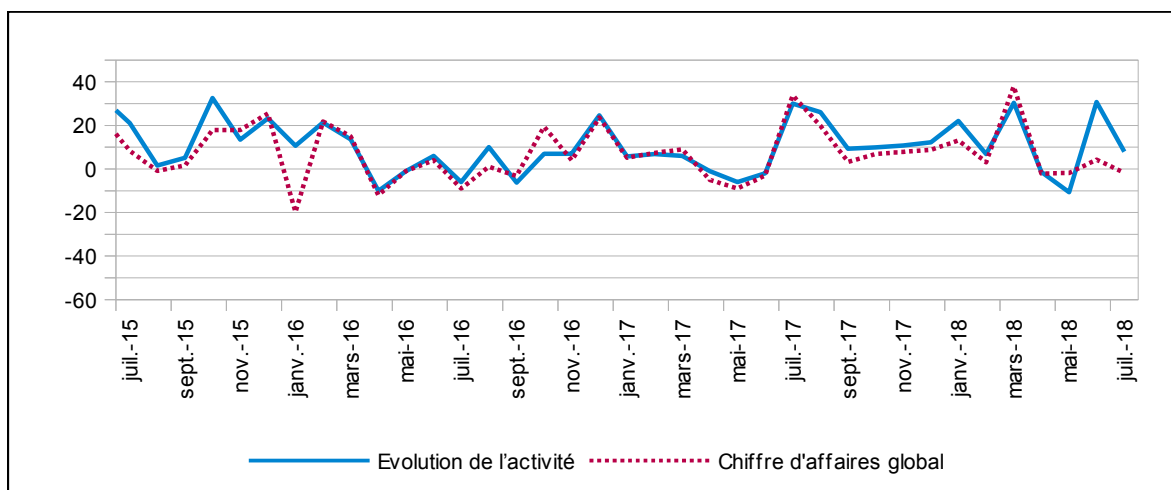
#### 2.1.4 - Services marchands

Selon l'opinion des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en juillet 2018 demeure défavorable dans le secteur des services marchands. En effet, l'indicateur du climat des affaires dans ce secteur est passé de 100,5 points en juin 2018 à 98,7 points en juillet 2018, imputable notamment à la baisse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier. En effet, durant le mois sous revue, le chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur a baissé, malgré la bonne tenue de la demande sur le compartiment extérieur du marché.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité a baissé dans le secteur des services marchands, passant de 13,8% en juin à 11,7% en juillet 2018, en relation avec le recul de la demande, notamment sur le marché local. La bonne tenue du secteur financier où le chiffre d'affaires s'est accru de 8,8% en juillet 2018 contre 4,9% le mois précédent a exercé un effet modérateur.



**Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)**



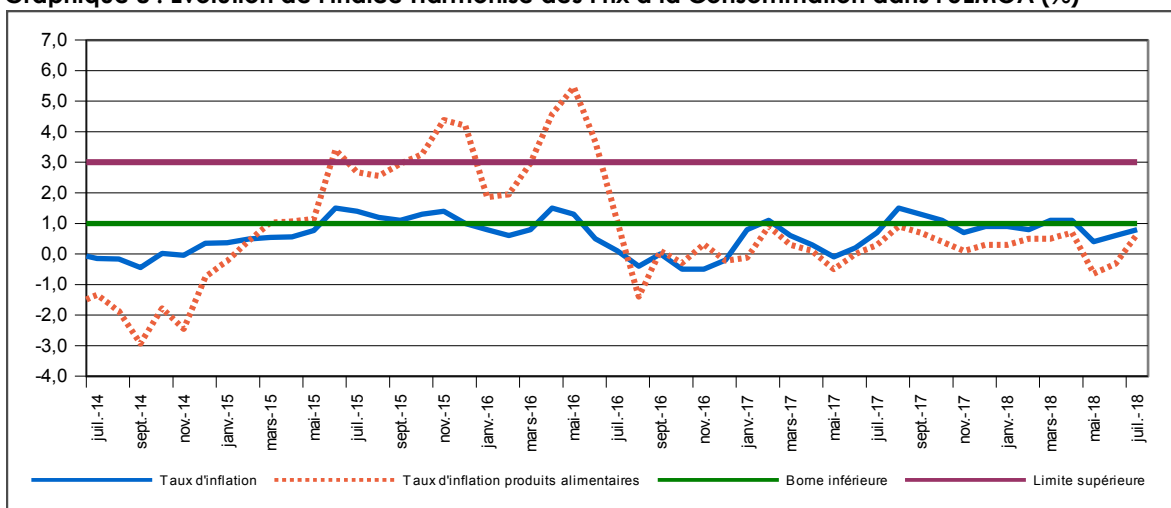
Source : BCEAO

## 2.2 – Inflation

**Le rythme de progression du niveau général des prix a augmenté dans la plupart des pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.**

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,8% à fin juillet 2018 contre 0,6% le mois précédent. L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix est imprimée essentiellement par la composante « Alimentaire », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie positive à 0,2 point de pourcentage (pdp) à fin juillet 2018 contre -0,1 pdp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec la remontée des prix des céréales non transformées dans les pays sahéliens, notamment au Burkina, au Mali et au Niger. La hausse du niveau général des prix à la consommation est également due à une augmentation des loyers, essentiellement en Côte d'Ivoire, sous la pression de la demande de logement.

**Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti, en glissement annuel, à 1,0% à fin juillet 2018 contre une réalisation de 0,8% à fin juin 2018.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

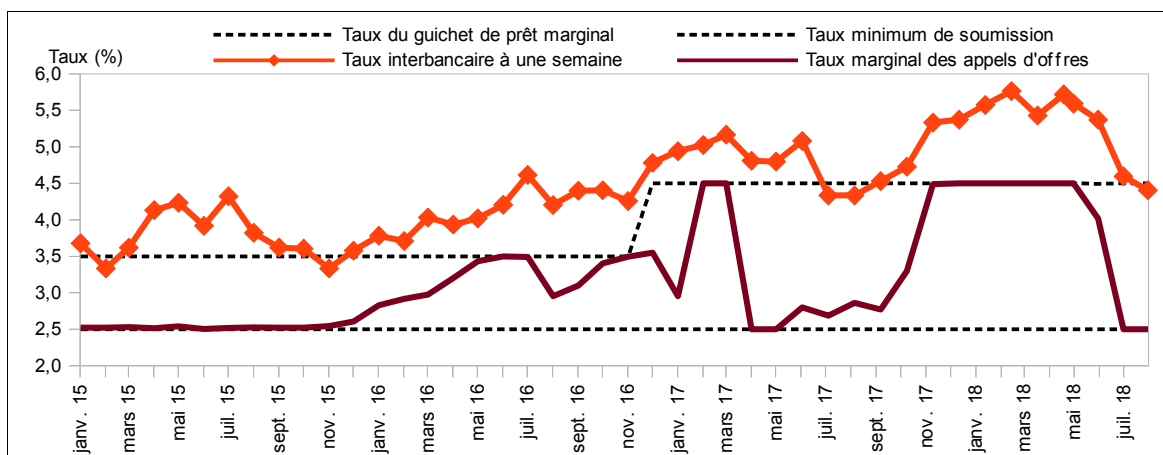
Les conditions financières et monétaires ont poursuivi leur détente, entamée en avril dernier. Le coût du financement accordé au secteur non financier est ressorti en baisse dans l'Union.

#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Les taux sur les marchés monétaire et interbancaire se sont repliés au cours du mois de juillet 2018, tout comme le mois précédent. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine est ressorti à 3,30%, en baisse de 119,1 points de base par rapport à la situation du mois précédent (+4,49%). Quant au taux marginal, il s'est situé, en moyenne, à 2,50% au cours du mois sous revue après 4,02% le mois précédent.

Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine s'est établi à 4,40%, en baisse de 18,9 points de base par rapport au niveau de juin 2018. Un an plus tôt, ce taux ressortait à 4,33%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 4,61%, en repli de 21,3 points de base en un mois.

Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

#### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin juillet 2018 indique une légère baisse du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,84%, après 6,87% le mois précédent.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt se sont repliés au niveau des concours accordés à l'Etat et organismes assimilés (-104,1 pdb), aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (-86,9 pdb) et aux assurances et caisses de retraite (-39,9 pdb). En revanche, le coût du crédit s'est

accru pour les avances à la clientèle financière (+52,4 pdb), aux particuliers (+11,2 pdb) et aux entreprises privées du secteur productif (+2,9 pdb). L'analyse suivant l'objet du crédit indique une baisse des taux débiteurs relatifs aux crédits d'exportation (-122,4 pdb), d'équipement (-32,9 pdb) et de consommation (-8,5 pdb). Par contre, les taux appliqués aux crédits d'habitation (+36,7 pdb) et de trésorerie (+0,2 pdb) ont augmenté.

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	Niveau moyen mensuel						Variation mensuelle (en points de base)	
	2016		2017		2018		2018	
	juillet	déc	juillet	déc	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>6,9</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>20,3</b>	<b>-2,5</b>
Particuliers	8,3	8,7	8,8	7,3	8,3	8,4	-36,8	11,2
Entreprises individuelles	9,8	6,9	7,2	6,8	6,4	6,4	-27,9	-2,1
Entreprises privées du secteur productif	6,7	7,2	6,8	7,1	6,6	6,6	6,5	2,9
Clientèle financière	8,7	7,9	8,1	7,1	8,8	9,3	77,2	52,4
Sociétés d'Etat et EPIC	8,4	6,7	6,8	6,2	7,4	6,6	230,7	-86,9
Trésorerie	6,7	7,0	6,7	6,5	6,4	6,4	14,1	0,4
Consommation	6,5	8,3	8,4	7,6	8,1	8,0	0,6	-8,5
Equipement	7,9	7,6	7,6	7,8	7,8	7,5	-21,1	-32,9
Exportation	9,8	6,4	7,5	9,1	7,1	5,9	43,1	-122,4
Habitation	8,1	7,0	8,3	7,2	7,7	8,1	5,5	36,7

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

Une baisse des taux débiteurs est observée dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Burkina et de la Guinée-Bissau où ces taux ont augmenté respectivement, en moyenne, de 20,0 points de base (pdb) et 133,7 pdb pour s'établir à 7,63% et 9,71% en juillet 2018. Les replis les plus importants ont été notés au Togo (-33,2 pdb, à 8,01%) et au Sénégal (-15,0 pdb, à 5,70%).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en légère hausse de 3,1 points de base, à 5,37%, au mois de juillet 2018. Par pays, cet accroissement est localisé au Sénégal (+42,8 pdb, à 5,84%) et au Togo (+10,2 pdb, à 5,55%). Un repli a été noté en Guinée-Bissau (-26,3 pdb, à 5,25%) et au Burkina (-13,9 pdb, à 5,77%).

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de juillet 2018, la liquidité propre des banques s'est dégradée de 161,6 milliards. Les soldes négatifs des transferts externes et des opérations avec les Etats ont impacté sur la liquidité des institutions de crédit, respectivement de 407,4 milliards et 163,2 milliards. Quant à la circulation fiduciaire, sa progression a atténué l'amélioration de la liquidité.

**Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>1</sup>**

(en milliards, sauf indication contraire)

	Encours mensuel			Variation	
	2017	2018		2018	
	juillet	juin	juillet	juin	juillet
Guichet hebdomadaire	3 220,0	2 968,2	2 775,6	4,4	-192,6
Guichet mensuel	800,0	638,9	720,0	-45,2	81,2
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet spécial de refinancement	65,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	4 085,7	3 607,1	3 495,6	-40,7	-111,4

Source : BCEAO

Malgré la dégradation de leur trésorerie propre, les banques se sont désengagées des guichets de refinancement de la BCEAO de 111,4 milliards.

**Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

	(en milliards)		
	juillet-17 / juin-17	juin-18 / mai-18	juillet -18 / juin-18
Circulation fiduciaire (1)	-219,4	-43,4	-111,6
Transferts nets des banques (2)	-355,4	-25,4	-110,0
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	320,3	138,6	-163,2
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	184,3	156,6	-161,6
Réserves obligatoires (5)	10,4	10,8	4,9
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	-173,9	-145,8	166,5
Refinancements (7)	-273,2	-40,7	-111,4
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-88,9	115,8	-273,1

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 juillet 2018, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.164,5 milliards, soit 181,6% des réserves requises, en hausse de 10,1 points de pourcentage par rapport à juin 2018.

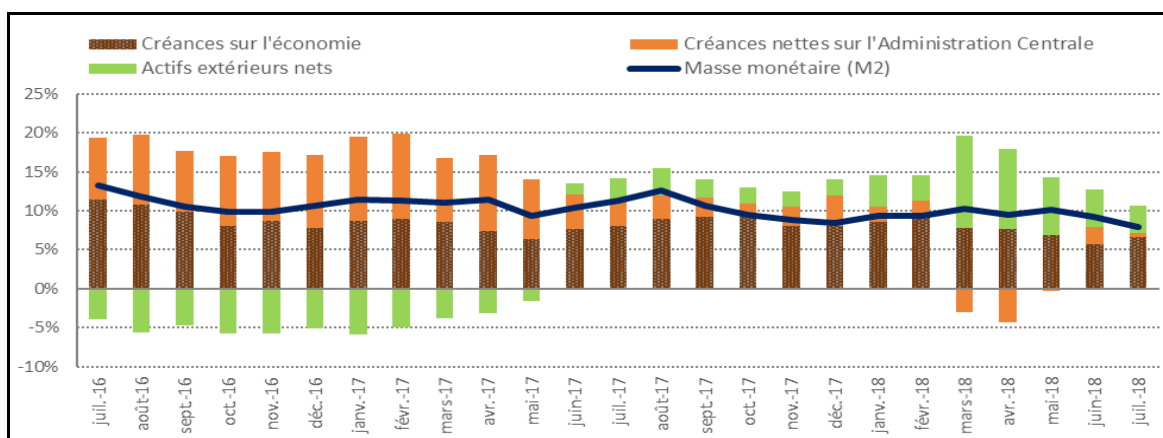
### 3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin juillet 2018 est caractérisée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+8,0%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et des créances sur l'économie.

Pour leur part, les composantes de la masse monétaire, que sont les dépôts et la circulation fiduciaire, se sont accrues respectivement de 8,4% et de 6,6%.

<sup>1</sup>NB : Les données des encours ne concernent que les banques.

**Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 865,2 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+997,3 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 9.056,2 milliards, en hausse de 962,5 milliards par rapport à juillet 2017. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des actifs de réserves est ainsi ressortie à 5,1 mois d'importations de biens et services contre 4,2 mois à fin février 2018, avant la mobilisation des ressources sur les marchés des capitaux, et 5,4 mois en juin 2018.

### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 1.707,8 milliards ou 6,7%, en rythme annuel, pour s'établir à 27.030,7 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et les administrations publiques centrales (APUC).

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin juillet 2018**

	(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)				Variation			
	Juillet -17	Déc 17	Jun-18	Juillet-18	Mensuelle (4)/(3)		annuelle (4)/(1)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	( niveau)	(%)	( niveau)	(%)
Masse monétaire	23 998,7	24 649,8	25 940,0	25 910,1	-30,0	-0,1	1 911,4	8,0
Actifs extérieurs nets	4 923,8	4 172,5	6 177,3	5 789,0	-388,3	-6,3	865,2	17,6
Créances intérieures	25 322,9	27 438,0	26 935,5	27 030,7	95,2	0,4	1 707,8	6,7
Créances nettes sur APUC*	6 537,4	7 276,8	6 636,2	6 653,2	17,0	0,3	115,9	1,8
Créances sur l'économie	18 785,5	20 161,2	20 299,3	20 377,5	78,2	0,4	1 592,0	8,5

Source : BCEAO

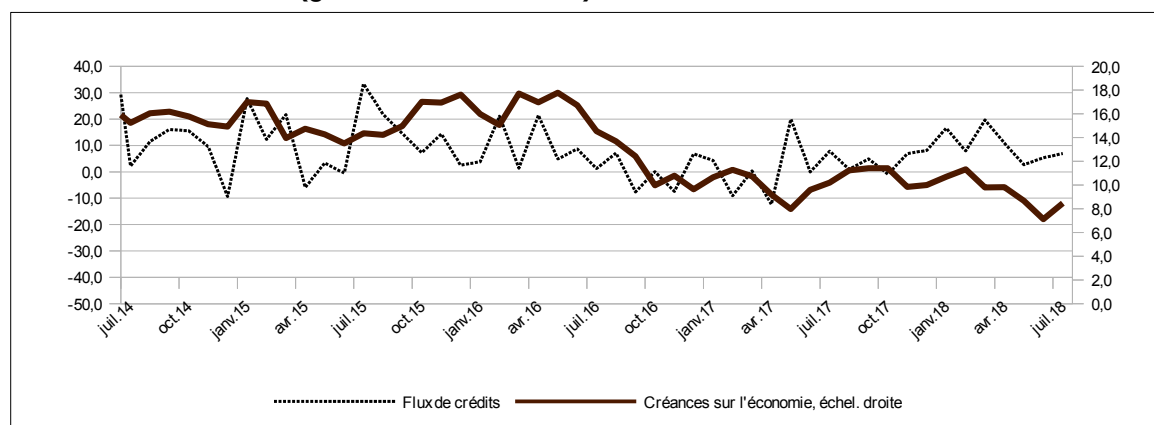
(\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le rythme de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 8,5% contre 10,2% à la même période de l'année 2017 et 7,1% le mois précédent. Les créances ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux

entreprises privées non financières (+1.043,1 milliards ou +10,1%) et aux ménages (+532,1 milliards ou +9,3%). Les prêts aux sociétés publiques se sont accrus de 398,9 milliards ou 48,6% et ceux aux sociétés financières non bancaires ont augmenté de 45,3 milliards ou 8,0%.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 1,8% en juillet 2018 contre 13,0% à la même période de 2017. Les émissions de la Côte d'Ivoire et du Sénégal en mars 2018 sur les marchés internationaux des capitaux ont réduit leurs recours au marché financier régional, réduisant le rythme de croissance de l'endettement des Etats vis-à-vis du système bancaire.

**Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en places de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

L'accélération du rythme de progression des créances sur l'économie entre juin et juillet 2018 (8,5% contre 7,1% en juin) s'est accompagné par celle, plus accentuée, de nouvelles mises en place de crédits, traduisant un niveau de remboursement des concours bancaires moins important que celui du mois de juin 2018. En effet, le rythme de crédits nouvellement mis en place s'est accéléré, passant de 5,3% en juin à 6,9% en juillet 2018. En variation mensuelle, le volume des crédits bancaires est toutefois ressorti en baisse. Le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.223,8 milliards en juillet 2018, soit un recul de 3,0% par rapport au mois de juin 2018.

Le repli des mises en place de crédit intervient dans un contexte de baisse des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont reculé de 4,4% à fin juillet 2018, en ressortant à 570,6 milliards contre 596,6 milliards le mois précédent. La contraction du volume des dépôts bancaires est imputable aux assurances et caisses de retraite (-61,5%) et à l'Etat et organismes assimilés (-30,6%). La hausse des dépôts des Sociétés d'Etat et EPIC (+75,8%), des coopératives et groupements villageois (+67,5%), des particuliers (+21,2%) et des entreprises privées du secteur productif (+5,8%) a exercé un effet modérateur.

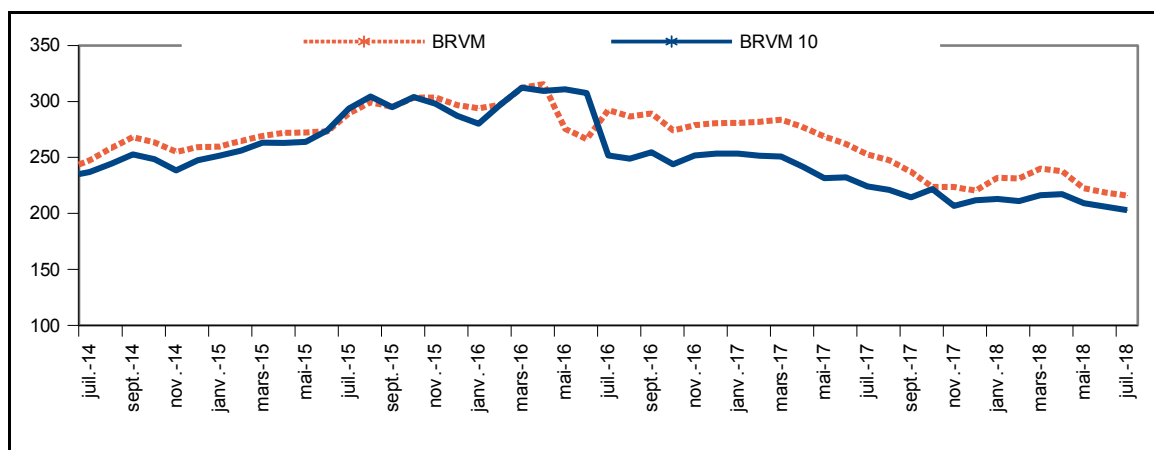
## IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA

**Les activités du marché boursier régional poursuivent leur tendance baissière en juillet 2018 et les Etats ont une préférence pour les ressources longues du marché de titres de dette publique.**

### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), le principal indicateur d'activité du marché, l'indice BRVM composite, poursuit sa tendance baissière à 215,9 points en juillet 2018 contre 218,6 points en juin 2018. La même orientation est observée au niveau de l'indice BRVM 10, passant de 206,0 points en juin à 202,8 points durant le mois sous revue. En variation, sur le mois sous revue, ces indicateurs d'activité baissent respectivement de 1,2% et 1,6%. Cette situation est liée aux contre-performances notées au niveau des secteurs de transport et des industries.

**Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)**



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont repliés respectivement de 14,5% et 9,5%.

### 2.5.- Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois de juillet 2018, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a augmenté de 106,7 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 384,4 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est contracté de 39,4 milliards par rapport à son niveau de juillet 2017. Cette situation s'explique par le non-recours de la Côte d'Ivoire et du Sénégal au marché financier régional depuis leurs émissions d'euro-obligations en mars 2018.

Le taux de couverture des émissions est néanmoins ressorti, en moyenne, à 134,3% en juillet 2018 contre 96,0% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 48,8% des émissions.

**Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre juin et juillet 2018, en milliards**

	2017	2018		Variation	
	juillet	juin	juillet	mensuelle	annuelle
Bons	101,4	88,7	187,7	99,0	86,3
Obligations	322,4	189,0	196,7	7,7	-125,7
<b>Total</b>	<b>423,8</b>	<b>277,7</b>	<b>384,4</b>	<b>106,7</b>	<b>-39,4</b>

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été globalement constants, en variation mensuelle. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 6,0% en juillet 2018 tout comme le mois précédent. En revanche, il a évolué à la hausse par rapport à juillet 2017 où il est ressorti à 5,9%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,3% au cours de la période sous revue, contre 6,9% en juin 2018 et 6,6% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de juillet 2018, après les émissions d'euro-obligations effectuées par la Côte d'Ivoire et le Sénégal en mars 2018.



## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*Sur le reste de l'année 2018, l'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, confortée notamment par la bonne tenue de la demande intérieure aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Sur le troisième trimestre 2018, l'activité économique demeurerait soutenue. Au niveau des pays de l'Union, l'ensemble des secteurs d'activité poursuivraient leur tendance haussière, dans un contexte de faible progression de l'inflation. Les économies de l'Union bénéficieraient du renforcement de la demande intérieure et extérieure ainsi que des perspectives favorables de la campagne agricole, notamment dans les pays côtiers. Toutefois, le repli attendu de l'activité extractive, notamment de production d'uranium et d'or, réduirait le rythme de la croissance économique de l'Union au troisième trimestre 2018.*

### 5.1. Environnement international

#### 5.1.1. Activité économique

La croissance économique mondiale demeurerait vigoureuse à l'échelle mondiale, tirée essentiellement par les pays avancés, en l'occurrence les États-Unis et le Royaume-Uni. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union au troisième trimestre 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse aux États-Unis et au Royaume-Uni. Par contre, en zone euro, le ralentissement de l'activité économique se poursuit, du fait des inquiétudes autour des marchés émergents, de la situation politique en Europe et des tensions commerciales avec les États-Unis.

**Tableau 8 : Préviation du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	T3- 2017	T4- 2017	T1- 2018	T2- 2018	T3- 2018
<b>Economies avancées</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>
<i>Etats-Unis</i>	2,3	2,5	2,6	2,9	3,0
<i>Zone euro</i>	2,8	2,7	2,4	2,1	1,9
<i>Japon</i>	2,0	2,0	1,1	1,3	1,3
<i>Royaume Uni</i>	1,7	1,3	1,2	1,3	1,6
<b>Economies émergentes</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>
<i>Chine</i>	6,8	6,8	6,8	6,7	6,6
<i>Inde</i>	6,4	6,9	7,5	8,0	7,9
<i>Brésil</i>	1,8	2,1	1,2	1,0	1,0
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	1,8	1,8	1,3	1,1	1,2
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>3,4</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>
<i>France</i>	2,7	2,8	2,1	1,7	2,0
<i>Pays-bas</i>	2,9	3,1	3,1	2,8	2,5
<i>Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)</i>	4,6	4,6	4,7	4,8	5,2

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec la baisse de la cadence des dépenses d'investissement, à un plus bas depuis 1996, et l'affaiblissement de la demande intérieure, dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis. Dans les autres pays émergents la croissance se renforcerait, notamment en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font état d'une amélioration progressive de la situation économique et financière de la région, avec la

remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 2,5% en 2018 après un niveau nul en 2017.

### 5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les taux d'inflation dans la plupart des économies avancées se situeraient à des niveaux proches des objectifs des banques centrales. Dans les pays émergents, les prix sont également en hausse, en liaison avec la fermeté attendue des cours du baril de pétrole et des produits alimentaires. Au Ghana et au Nigeria, l'inflation poursuivrait sa tendance baissière.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prédiction du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Prévisions
	mai-18	juin-18	juil.-18	août-18
<b>Economies avancées</b>	<b>2,05</b>	<b>2,16</b>	<b>2,18</b>	<b>2,09</b>
<i>Etats-Unis</i>	2,80	2,87	2,95	2,70
<i>Zone euro</i>	1,90	2,00	2,10	2,00
<i>Autres</i>	1,46	1,62	1,49	1,58
<b>Economies émergentes</b>	<b>2,86</b>	<b>3,20</b>	<b>3,72</b>	<b>3,86</b>
<i>Chine</i>	1,80	1,90	2,10	2,30
<i>Inde</i>	3,96	3,93	5,61	5,64
<i>Brésil</i>	2,86	4,39	4,48	4,51
<i>Autres</i>	2,82	2,59	2,69	3,00
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2,12</b>	<b>2,09</b>	<b>2,28</b>	<b>2,22</b>
<i>France</i>	2,02	2,02	2,29	2,27
<i>Pays-bas</i>	1,74	1,71	2,13	2,30
<i>Autres</i>	2,61	2,54	2,43	2,09
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>10,71</b>	<b>10,62</b>	<b>10,40</b>	<b>10,25</b>
<i>Nigeria</i>	11,61	11,23	11,19	11,00
<i>Ghana</i>	9,80	10,00	9,60	9,49

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union connaîtraient des évolutions contrastées. Les cours du pétrole, du cacao et de l'huile de palmiste augmenteraient, tandis que ceux des autres produits baisseraient.

**Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

	Réalizations				Estimations		Prévisions
	août 17	déc. 17	mai 18	juin 18	juil. 18	août 18	sept. 18
<b>Produits exportés</b>							
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	3,1	2,1	5,5	-4,5	3,4	-2,8	3,2
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-0,2	-4,4	0,4	-2,9	-1,9	-4,5	-6,1
Cacao (OICC) (en cents/livre)	0,0	-9,9	1,2	-9,5	-1,8	-7,8	3,0
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	1,2	8,0	2,8	4,8	-2,8	-3,1	-1,9
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	2,2	-6,0	-1,1	-2,9	-6,5	-6,2	0,1
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	13,6	-9,6	-7,1	-7,4	0,8	3,2	2,0
Caoutchouc (en eurocents/kg)	-1,2	1,5	7,5	-1,5	-4,5	2,9	-1,8
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	0,0	0,0	-5,5	-9,1	-7,4	0,0	0,0
Or (en \$/once)	3,9	-1,0	-2,2	-1,8	-3,1	-3,3	-0,1
<b>Produits importés</b>							
Huile de soja (cents/livre)	1,2	-3,2	-2,3	-4,1	-4,4	-0,6	-0,9
Blé (cents/boisseau)	-11,7	-2,4	12,0	-2,6	-1,6	6,5	0,7
Riz (cents/lb)	3,5	1,2	-3,1	-2,8	0,4	-5,1	-0,7
Maïs (cents/boisseau)	-6,6	1,9	3,0	-8,5	-4,9	3,3	1,2

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La hausse des prix du pétrole est imputable à la baisse attendue de l'offre (sanctions américaines sur le pétrole iranien, repli de la production en Libye du fait des attaques terroristes et perturbation des installations pétrolières aux Etats-Unis en lien avec les conditions météorologiques défavorables) et à la fermeté de la demande.

Pour ce qui concerne les produits importés, les prix du blé et du maïs augmenteraient, en réaction à la détérioration des perspectives agricoles dans l'Union Européenne et en Russie.

## 5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois d'août 2018, les économies de l'Union bénéficieront du renforcement de la demande intérieure et des perspectives favorables de la campagne agricole, notamment dans les pays côtiers. Pour le troisième trimestre 2018, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureront, avec la fermeté de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens, dont la croissance est restée à un niveau soutenable.

Toutefois, l'accentuation des tensions commerciales et la mise en œuvre de mesures de rétorsion par les partenaires économiques de l'Union pourraient affaiblir les perspectives économiques de l'UEMOA via la réduction du volume du commerce mondial. En outre, le repli des cours de la plupart des matières premières, à l'exception du pétrole et de l'huile de palmiste, ainsi que des poches de sécheresse relevées au Sénégal auraient des effets négatifs sur le budget et la croissance des Etats de l'UEMOA. Cette situation pourrait être exacerbée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la persistance de la faiblesse du taux de pression fiscale, ainsi que la dégradation du climat sécuritaire et de la situation politique.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de juillet 2018, l'activité économique se consoliderait dans le secteur des industries, en lien principalement avec la vigueur de la demande sur le marché intérieur. L'augmentation attendue des coûts d'exploitation

affaiblirait cette tendance. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, avec l'accroissement des commandes en provenance des marchés intérieur et étranger. Avec la hausse des prix de vente, au regard de la fermeté de la demande, la situation de la trésorerie des entreprises du secteur se consoliderait. Les entreprises du secteur des services maintiendraient leur reprise, avec la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure. Les prix des prestations et des fournisseurs augmenteraient et la trésorerie resterait confortable. Les opérateurs des bâtiments et travaux publics anticipent un accroissement de leur activité, malgré la stabilisation de nouveaux contrats signés.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin juillet 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir une amélioration de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,9% au troisième trimestre 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme de l'activité au troisième trimestre 2018 est attribuable notamment au renforcement de la production manufacturière attendue au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger. La bonne tenue de la fourniture d'énergie au Bénin et au Burkina ainsi que de la demande intérieure dans tous les pays, à l'exception du Bénin et de la Guinée-Bissau, a renforcé cette tendance haussière. Toutefois, le repli de l'activité extractive, notamment de production d'uranium et d'or, a exercé un effet modérateur.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

**Tableau 10 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)**

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)			Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)							
	Réalizations			Réalizations				Estimation		Prévisions	
	2015	2016	2017	T1-2017	T2-2017	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>
Agriculture vivrière	0,6	-2,8	0,5	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	0,9
Agriculture de rente (ou exportation)	0,3	0,0	0,6	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Sylviculture	0,1	2,8	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,0	1,3	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,2	0,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>
Activités extractives	0,1	1,0	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,1	0,1
Industries manufacturières	0,4	0,3	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1
Production énergie	0,0	0,1	0,1	0,4	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
BTP	0,5	0,2	0,5	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,0</b>	<b>3,8</b>	<b>3,4</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>
Commerce	0,4	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,8	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,5	0,5	0,9	1,0	1,0	0,8	0,6	0,6	0,7	0,8
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,6	1,3	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9
Services non marchands	0,7	0,9	0,5	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7
Impôts et taxes	0,8	0,4	0,8	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,9	0,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,2</b>	<b>6,6</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>

Source : BCEAO

Sur la base des estimations des deux premiers trimestres et des prévisions sur le reste de l'année ainsi que des informations disponibles à ce jour, le rythme d'augmentation du PIB de l'UEMOA s'établirait à 6,8% en 2018, après +6,7% en 2017. La croissance économique serait portée principalement par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions représenteraient respectivement 3,5

---

points et 2,0 points. Le secteur tertiaire bénéficierait du dynamisme des services de télécommunication, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que de l'essor des activités commerciales, consécutif à la hausse des productions agricoles et industrielles. La consolidation de la valeur ajoutée du secteur secondaire proviendrait notamment du renforcement de l'apport des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), induit par l'exécution des projets d'investissement publics, particulièrement au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Les productions agroalimentaires et chimiques porteraient également la croissance du secteur secondaire, en liaison respectivement avec l'augmentation des récoltes de produits vivriers et d'exportation ainsi que la hausse de l'offre de ciment. Le secteur primaire, dont l'apport à la croissance économique ressortirait à 1,3 point en 2018, serait soutenu principalement par l'augmentation des productions agricoles vivrière et d'exportation.

Du côté de la demande, le regain de dynamisme de l'activité serait lié à l'augmentation attendue de consommation privée des ménages et des investissements des entreprises. La demande extérieure nette aurait une contribution négative à la croissance des économies de l'Union, du fait de la hausse prévue des cours des produits importés. La contribution de la consommation publique est ressortie plus faible.

### **5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union**

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 25.828,3 milliards à fin août 2018 contre 23.967,2 milliards un an plus tôt. La hausse de 1.861,1 milliards (ou +7,8%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.612,9 milliards (+6,3%) des créances intérieures attendues à 27.245,0 milliards et des AEN (+963,1 milliards ou +20,7%).

L'augmentation des créances intérieures serait liée à la hausse de celles sur l'économie (+8,2%) qui s'établiraient à 20.421,1 milliards et des créances nettes sur les Administrations publiques centrales (+1,0%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin août 2018, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+1.697,0 milliards) et de la circulation fiduciaire (+164,0 milliards).

### **5.4. Perspectives d'inflation**

Les prévisions d'inflation font ressortir un léger accroissement du rythme de progression des prix en août 2018 (+0,9% contre 0,8% en juillet 2018). En septembre 2018, les prix évolueraient de 1,0%, en glissement annuel. La hausse du taux d'inflation serait imputable à celle des prix des produits alimentaires, des services de restaurants et hôtels ainsi que de services de logement et articles d'habillement. Les poches de sécheresse notées au Sénégal durant la campagne en cours et les perturbations des échanges commerciaux entre le Niger et le Bénin, à la suite de l'effondrement du principal pont de transit, renforceraient la tendance haussière des prix à la consommation.

**Tableau 11 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations				Estimations		Prévisions
	août 17	déc. 17	mai 18	juin 18	juil. 18	août 18	sept. 18
Produits alimentaires et boissons	0,7	0,3	-0,2	-0,1	0,2	0,5	0,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Logement	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1
Ameublement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	-0,2	-0,2
Communication	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,3
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>

Source : BCEAO

L'augmentation des prix ainsi projetée serait amoindrie par l'offre suffisante des produits alimentaires. Sur la base des réalisations des sept premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 0,9% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.



## ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

**Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	juillet	juillet	déc.	juin	juillet	juin	juillet
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,8	0,5	-0,9	-0,9	0,4	0,7	0,6
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,8</b>
Véhicules automobiles neufs	0,1	-0,1	-1,0	0,4	0,3	0,0	0,3
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	0,1	0,1	0,1	-0,2	0,3	-0,2	0,1
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,1	0,1	0,1	-0,7	0,2	0,1	0,3
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>0,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>4,1</b>	<b>1,0</b>	<b>-2,4</b>	<b>6,5</b>	<b>4,9</b>
Produits pétroliers	0,3	-1,1	4,1	1,0	-2,4	6,5	4,9
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,1</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0,2	0,1	0,2	-0,1	-0,9	1,2	0,1
Parfumerie et produits de beauté	-0,2	0,2	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,2
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,8</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	-0,6	0,6	-0,8	-2,0	0,3	-0,2	-0,4
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>-2,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>8,1</b>	<b>5,8</b>

(\*) données provisoires, CVS

**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017		2018		2018	
	juillet	juillet	déc.	juin	juillet	juin	juillet
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>1,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>
Pétrole brut et gaz naturel	1,1	-0,6	-1,4	0,6	-1,3	0,2	0,1
Minerais d'uranium et de thorium	-2,0	-0,1	0,2	0,6	-0,4	-0,2	-0,2
Minerais métalliques	-0,8	-0,1	-0,3	-1,0	-2,0	0,0	-0,1
Autres minerais	3,1	0,1	-0,5	-1,8	2,3	-0,4	-0,4
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>1,8</b>
Produits alimentaires et de boissons	-0,2	-2,1	-1,2	-1,2	-2,1	2,5	-1,1
Produits à base de tabac	0,0	-0,1	-0,9	0,0	0,0	0,3	2,1
Textiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8
Articles d'habillement	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,7	-4,5
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	2,3
Produits pétroliers raffinés	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
Produits chimiques	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	1,1
Caoutchouc et matières plastiques	0,0	0,1	-0,2	0,2	-0,2	0,2	-1,4
Autres produits minéraux non métalliques	0,0	0,1	-0,6	-0,5	0,1	-0,1	0,6
Produits métallurgiques de base	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0,0	0,0	-0,2	-0,7	0,0	0,0	0,0
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines de bureau, machines comptables et matériel de traitement de l'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,9	-0,2	0,7	1,5
Équipement et appareils de radio, télévision et communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instrument médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de fabrication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0,1	0,0	-0,5	0,7	-0,5	-0,1	-0,3
Eau	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Indice Général</b>	<b>1,1</b>	<b>-2,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-4,1</b>	<b>2,9</b>	<b>1,0</b>

(\*) données provisoire, CVS

Source : BCEAO



**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017		2018	
	mai	mai	déc.	juin	juillet
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	6,77	6,51	5,91	6,90	5,86
Particuliers	8,33	8,81	7,26	8,26	8,37
Clientèle financière	8,71	8,06	7,07	8,79	9,32
Sociétés d'Etat et EPIC	8,41	6,83	6,22	7,43	6,56
Assurances-Caisses de retraite	8,19	8,09	7,74	7,86	7,47
Entreprises privées du secteur productif	6,65	6,84	7,15	6,56	6,59
Entreprises individuelles	9,76	7,17	6,82	6,38	6,35
Coopératives et groupements villageois	9,39	8,03	10,23	9,99	9,82
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,24	10,18	8,07	8,82	8,57
Personnels des banques	1,61	2,44	2,54	2,44	1,89
<b>Total</b>	<b>6,87</b>	<b>7,13</b>	<b>6,88</b>	<b>6,87</b>	<b>6,84</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	8,13	8,33	7,19	7,73	8,09
Exportation	9,82	7,55	9,15	7,13	5,91
Equipement	7,88	7,63	7,77	7,83	7,50
Consommation	6,50	8,43	7,61	8,11	8,02
Trésorerie	6,72	6,74	6,54	6,37	6,38
Autres	7,35	7,73	7,31	7,49	7,39
<b>Total</b>	<b>6,87</b>	<b>7,13</b>	<b>6,88</b>	<b>6,87</b>	<b>6,84</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	6,29	6,87	5,57	5,88	5,92
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,23	5,82	6,07	5,75	5,82
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,42	7,88	6,79	7,45	7,32
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,52	8,19	7,98	7,99	8,07
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,51	7,17	8,00	8,89	7,12
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,29	7,73	7,92	7,73	7,76
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,33	8,21	7,52	7,92	7,93
Plus de 10 ans	6,32	5,67	6,16	6,66	6,56
<b>Total</b>	<b>6,87</b>	<b>7,13</b>	<b>6,88</b>	<b>6,87</b>	<b>6,84</b>

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA  
(contribution en points de %)**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle		Glissement annuel	
	2017		2018		2018		2018	
	juillet	déc.	juin	juillet	juin	juillet	juin	juillet
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1 144,6	1 493,1	1 262,2	1 223,8	10,2	-3,0	5,3	6,9
Crédits aux particuliers	153,5	232,7	148,9	148,2	0,3	-0,1	-1,3	-0,5
Crédits aux entreprises privées	828,4	890,7	1 001,8	856,7	20,4	-11,5	7,6	2,5
Crédits aux entreprises du secteur public	32,1	115,6	5,2	60,0	-8,0	4,3	-3,2	2,4
Crédits de trésorerie	781,2	985,4	828,0	756,4	6,2	-5,7	6,4	-2,2
Crédits de consommation	124,7	168,5	160,6	163,2	0,1	0,2	2,7	3,4
crédits d'équipement	80,7	130,4	120,4	113,7	3,4	-0,5	3,0	2,9
Crédits d'habitation	20,2	23,8	22,1	16,4	0,8	-0,5	-2,2	-0,3

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement  
(en milliards, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	87,5	37,9	230,7	10,2	6,2	165,4	97,7	221,6
Burkina	75,1	71,6	105,0	36,6	7,9	461,3	111,8	140,5
Côte d'Ivoire	117,5	125,1	94,0	318,2	101,4	313,8	435,7	192,4
Guinée-Bissau	5,8	2,4	241,4	4,6	1,7	262,2	10,3	250,1
Mali	81,9	79,0	103,6	11,7	3,8	310,4	93,5	113,0
Niger	22,2	22,6	98,4	17,0	6,0	283,2	39,2	137,1
Sénégal	84,0	85,5	98,2	98,0	40,8	240,5	182,0	144,1
Togo	45,2	23,0	197,0	25,4	10,7	237,8	70,6	210,0
<b>UMOA</b>	<b>519,3</b>	<b>447,1</b>	<b>116,2</b>	<b>521,5</b>	<b>178,4</b>	<b>292,3</b>	<b>1 040,9</b>	<b>166,4</b>

Source : BCEAO





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST